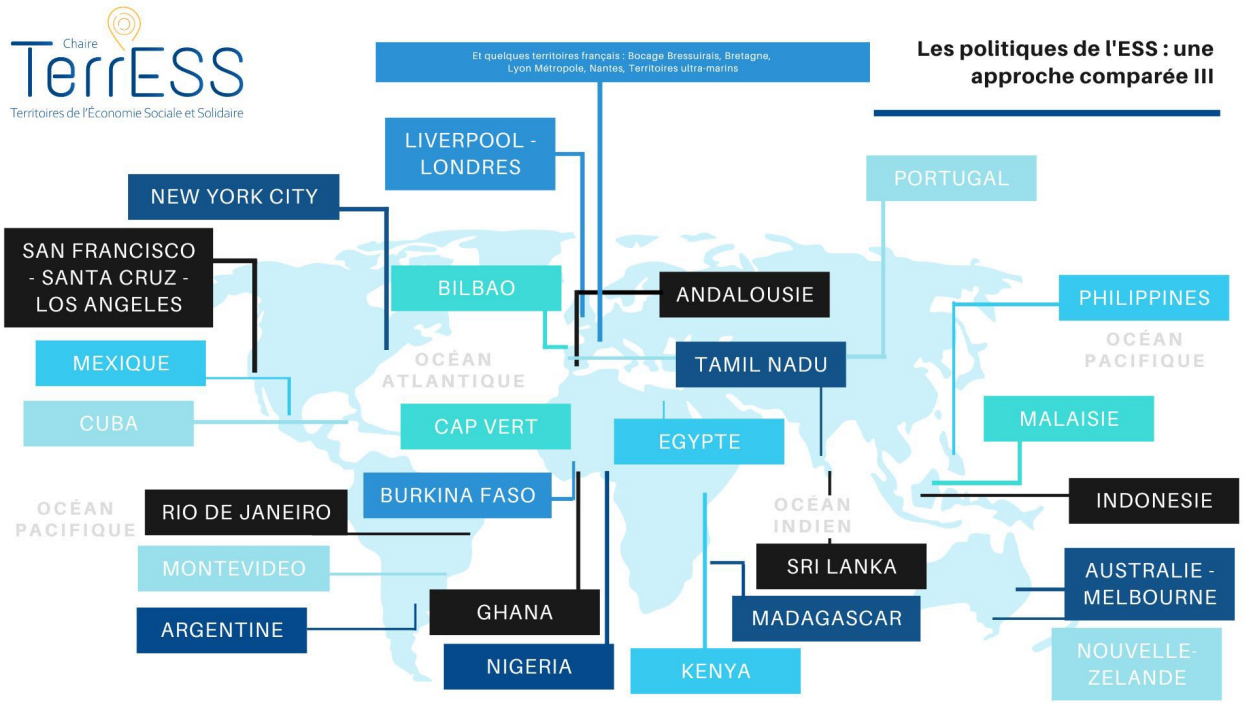
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Cuba

Par Eva GARAUL, Adèle PEDRONO, Lyna LIMBADA, Anna ERTAUD et Margaux MALLET

À Cuba, l'économie sociale et solidaire (ESS) se distingue comme une alternative puissante aux modèles économiques traditionnels, incarnant les valeurs de solidarité et de justice sociale au cœur du système socialiste. Les coopératives, qu'elles soient agricoles ou non, jouent un rôle clé dans la production locale, l'autonomie alimentaire et la réduction des inégalités. Dans un contexte marqué par des défis économiques globaux, des réformes internes et des contraintes géopolitiques, l'ESS s'affirme comme un levier essentiel pour promouvoir le développement durable, renforcer la résilience sociale et répondre aux besoins fondamentaux des populations vulnérables.

Le cadre principal : les coopératives

À Cuba, les politiques d'ESS sont principalement associées au concept de coopératives, qui constituent la forme la plus emblématique et la plus développée de l'économie sociale. Il existe dans l'ESS cubaine trois principales structures coopératives *(cf. annexe 2)* :

- Tout d'abord, les Coopératives de Crédit et de Services (CCS) regroupent des agriculteurs indépendants qui possèdent des terres et qui se réunissent pour mutualiser certaines activités.
- Ensuite, les Coopératives de Production Agricoles (CPA), créées en 1976, impliquent des agriculteurs qui ont mis en commun leurs terres et d'autres moyens de production pour opérer de manière collective.
- Enfin, les Unités de Base de Production Coopérative (UBPC), créées en 1993, sont quant à elles issues de la décentralisation des fermes d'État. Ici, même si les terres en question appartiennent encore à l'État, elles sont mises à disposition des coopératives.

Au début de l'année 2022, Cuba comptait 4 818 coopératives agricoles, avec un total de 497 517 membres, selon le ministère de l'agriculture. Dans le secteur agricole, la dynamique coopérative est prédominante, avec les CCS qui produisent jusqu'à 57 % de l'alimentation nationale. Concernant l'emploi, environ 1,4 million de Cubains travaillent dans le secteur coopératif, selon le CEEC.

Au-delà des coopératives agricoles, des coopératives non agricoles (CNA) émergent depuis les réformes économiques récentes, notamment dans les secteurs des services et de l'artisanat, pour encourager l'initiative locale tout en respectant les principes socialistes. Par ailleurs, le concept d'économie populaire est souvent mobilisé pour désigner les initiatives économiques locales et informelles qui visent à répondre aux besoins de base des populations vulnérables. Bien que le terme entrepreneuriat social soit moins courant dans le contexte cubain, certaines expériences récentes d'auto-emploi et de micro-entreprises en milieu rural s'en rapprochent.

Enfin, bien que les organisations à but non lucratif (OBNL) soient moins formellement développées à Cuba en raison du rôle central de l'État, des initiatives communautaires et associatives existent pour renforcer la résilience sociale et économique des territoires.

Les valeurs de l'ESS à Cuba

Le référentiel de la politique d'ESS à Cuba s'appuie sur des valeurs profondément enracinées dans le modèle socialiste cubain, notamment la solidarité, la justice sociale et la participation collective. Ces principes s'articulent autour d'une vision économique qui privilégie l'humain et le bien-être collectif plutôt que la recherche de profits individuels. L'ESS cubaine repose sur des normes organisationnelles telles que la propriété collective des moyens de production, incarnée par les coopératives agricoles et les entreprises sociales. Ces structures jouent un rôle central dans la répartition équitable des ressources et la lutte contre les inégalités sociales, tout en encourageant la participation démocratique des travailleurs à la gestion économique. De plus, l'influence de l'ALBA-TCP (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique) est significative dans la définition du cadre normatif et idéologique de l'ESS cubaine *(cf. annexe 1).* Fondée en 2004 par Cuba et le Venezuela, l'ALBA promeut une intégration régionale solidaire qui valorise la coopération entre nations et la complémentarité économique. Elle défend une économie centrée sur les besoins des populations, avec des programmes visant la réduction de la pauvreté, l'accès universel à l'éducation et aux soins médicaux. Ces initiatives renforcent les valeurs de justice sociale et de développement durable qui structurent les politiques ESS à Cuba. Ainsi, le référentiel cubain combine des principes nationaux, issus de l'idéologie socialiste, et des normes régionales, portées par des alliances comme l'ALBA. Cette synergie permet à l'ESS de répondre aux défis économiques et sociaux tout en offrant une alternative concrète aux modèles économiques dominants.

Les problèmes majeurs traités par l'ESS

L'ESS joue un rôle fondamental pour répondre à des problématiques majeures à Cuba, notamment dans un contexte marqué par des réformes économiques, une ouverture progressive au secteur non étatique, et des défis globaux comme le changement climatique, les inégalités sociales, la souveraineté alimentaire, et la pauvreté *(cf. annexe 3*), 88% de la population étant touchée par l'extrême pauvreté en 2023. En lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations Unies, Cuba a créé un groupe national sous l'égide du ministère de l'Économie et de la Planification pour intégrer l'agenda 2030 au Plan national de développement économique et social. Cette démarche vise à répondre à des objectifs tels que l'élimination de la pauvreté (ODD 1), la "faim zéro" (ODD 2), l'égalité des sexes (ODD 5), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10), la consommation et la production responsables (ODD 12), les mesures climatiques (ODD 13) et la préservation de la vie terrestre (ODD 15).

Les coopératives, qu'elles soient agricoles ou non agricoles, sont au cœur de cette politique, en générant des opportunités économiques pour les travailleurs tout en favorisant une redistribution équitable des ressources. Elles jouent un rôle clé dans le développement urbain et rural, notamment dans les zones défavorisées où l'accès aux services de base est limité. Par exemple, les CPA et les UBPC contribuent à assurer une production locale diversifiée et durable, essentielle pour renforcer l'autosuffisance alimentaire dans un contexte de dépendance aux importations et d'embargo économique américain.

En parallèle, l'ESS contribue à améliorer les conditions de vie en développant des initiatives locales pour l'éducation, la santé et le logement. Elle favorise également l'égalité des sexes, encourageant les femmes à s'investir dans des secteurs historiquement dominés par les hommes, tout en veillant à garantir des opportunités et des rémunérations équitables. Cependant, malgré le soutien de la constitution cubaine adoptée en 2019, cette politique peine encore à être pleinement mise en œuvre.

Enfin, Cuba, particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles en raison de sa situation géographique, met en œuvre des projets agroécologiques, des initiatives de reforestation, et des installations d'équipements de développement durable dans les zones rurales. Ces actions s'inscrivent dans une perspective globale visant à réduire les inégalités, qu'elles soient sociales, économiques ou environnementales, tout en maintenant la productivité et en soutenant la population face aux défis actuels.

Le cadre institutionnel et juridique

Les entités juridiques qui participent à l'ESS sont donc les coopératives agricoles, qui existent depuis les premières années de la Révolution, et les coopératives non agricoles qui ont été introduites dans les années 2010 comme partie d'une ouverture économique contrôlée. Ces coopératives disposent d'une autonomie relative pour fixer leurs prix et gérer leurs activités. Il y a aussi les associations et organisations communautaires, qui jouent un rôle complémentaire dans le domaine social et culturel, bien que moins formalisées. Les entreprises d'économie mixte et les initiatives locales y participent aussi, combinant parfois des capitaux publics et coopératifs. Le cadre juridique reste cependant en évolution, reflétant les tensions entre la volonté de libéralisation économique et le contrôle étatique.

Au niveau national, les politiques de l'ESS s'inscrivent dans une tendance de dynamisation de l'économie ancrée dans l'orientation socialiste cubaine. Depuis le décret-loi de 2008 et les réformes de 2011, le gouvernement tente de diversifier l'économie, en incluant des formes de propriété non étatiques comme les travailleurs indépendants, les coopératives, lesquelles sont encouragées dans certains secteurs, comme l'agriculture. Le but étant de s'adapter aux défis modernes d'autosuffisance alimentaire et de productivité.

Au niveau régional, les autorités des provinces n'ont pas de pouvoirs autonomes pour développer des politiques d'ESS indépendamment des directives centrales, mais les coopératives jouent un rôle essentiel dans les zones rurales. Elles sont encadrées juridiquement et en 2012, l'État introduit la loi 113, établissant les principes fiscaux et de gestion des coopératives, mais avec une forte dépendance vis-à-vis de l'État.

Au niveau local, l'État cubain soutient les initiatives d'ESS mais les structures sont souvent limitées par le manque de financement et de ressources. De même que dans le cadre régional, la forte centralisation limite souvent l'impact de l'ESS sur le développement local.

Les différents acteurs de l'ESS

Plusieurs acteurs clés ont participé dans la mise en œuvre de l'ESS à Cuba. Le gouvernement cubain reste le principal initiateur, et régulateur des politiques d'ESS et de leur mise à l'agenda, en particulier les ministères de l'Agriculture et de l'Économie, qui orientent et régulent les coopératives. Aussi, le Parti Communiste Cubain influence les directives économiques et joue un rôle avec les ministères dans l'élaboration des politiques. Enfin, le centre des études de l'économie cubaine collabore avec les décideurs pour évaluer et proposer des ajustements aux politiques de l'ESS. Cette coopération permet à plusieurs acteurs d'intervenir dans la mise en place de l'ESS à Cuba, mais la forte centralisation du pays réside en ce que l'évaluation des structures reste aux mains des ministères.

Ainsi, à Cuba, les coopératives, bien qu'autonomes dans certains aspects, restent sous contrôle étroit de l'État, qui leur attribue des ressources et régule leurs activités.

Les réformes constitutionnelles de 1992 ont introduit la possibilité pour des entités économiques comme les coopératives d'avoir une autonomie juridique et une propriété collective. Cependant, l'économie cubaine demeure fortement centralisée et orientée par les politiques publiques définies par le Parti communiste. L'ESS est intégrée principalement au sein des réformes économiques favorisant des modèles d'autogestion et des coopératives, en particulier après les difficultés économiques des années 1990. Le ministère de l'Économie et de la Planification et d'autres organes étatiques supervisent ces activités pour garantir qu'elles sont alignées avec les priorités nationales et le plan économique global.

Le gouvernement cubain met donc en œuvre des politiques visant à encourager l'ESS, en particulier à travers des programmes de réforme économique qui favorisent les petites entreprises collectives. Certains programmes existent en effet pour soutenir les projets à impact social et économique, notamment dans le cadre des coopératives et des PME. Ces structures offrent souvent un soutien technique, juridique et financier, mais sont encore limitées dans leur portée et relativement peu documentées. De plus, des efforts pour développer des réseaux de collaboration entre acteurs locaux et internationaux de l'ESS se dessinent, notamment à travers des partenariats universitaires et des forums régionaux sur l'économie sociale.

Des centres comme le *Centro de Investigaciones de la Economía Mundial*, reconnu par l'État Cubain comme faisant partie de l'ESS, mènent des études sur les conjonctures économiques et les problèmes de développement.

De plus, l'État Cubain soutient l'ESS par le biais de plusieurs politiques. Les subventions à travers le soutien financier direct en faveur des coopératives (financements d'équipements, intrants, technologies, infrastructures, ressources à prix favorisés…). Des crédits spécifiques leurs sont également dédiés avec par exemple la Banco de Crédito y Comercio dont les taux d'intérêts sont réduits pour les coopératives et projets de l'ordre du secteur agricole. En ce qui concerne l'accès au foncier, l'État met en location (à des coûts faibles) ses terres inutilisées au service des coopératives (ou petits producteurs) dans l'objectif de répondre aux besoins de productions alimentaires locales, c'est *la Ley de Tierras y la Reforma Agraria*. La priorité est ainsi accordée aux acteurs de l'ESS. Pour promouvoir cette production, l'État s'engage également à redistribuer les récoltes dans les services publics, ce qui participe grandement à l'accès aux marchés publics.

Des accords État-coopératives permettent également une régulation des prix, voire dans certains cas, des exportations.

Contribuant en parallèle à développer l'ESS, l'État participe à financer la formation des acteurs de coopératives, notamment dans le domaine de la gestion participative, des techniques agricoles et artisanales ainsi que de l'agroécologie. De même, des partenariats sont élaborés avec des organisations internationales à l'exemple du Programme des Nations Unies pour le Développement. D'ailleurs, des associations locales permettent également le développement des coopératives et la défense de leurs intérêts. Si beaucoup d'entre elles sont axées sur l'agriculture, elles concernent en réalité des domaines aussi variés que le logement, les transports, le tourisme etc.

A Cuba, ESS et plans de développement économique sont corrélés de manière très spécifique selon les secteurs, eux-mêmes intégrés dans un cadre politico-économique. En 2011, une réforme économique "Lignes Directrices de la politique économique et sociale" a accentué les initiatives collectives dans l'espace économique au travers de coopératives et des petites entreprises privées. L'idée est ainsi de

faire cohabiter ces coopératives aux côtés de l'État pour de meilleurs résultats. Sont alors mis en avant des objectifs d'efficacité à travers ces engagements, notamment dans les secteurs sur lesquels l'État ne peut agir seul, d'autonomie à l'échelle locale tout en cultivant solidarité et coopération, et enfin dans une optique plus large, la préservation d'emplois stables associés au maintien de la production nationale.

L'ESS est alors particulièrement présente dans le domaine de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Les coopératives agricoles y sont importantes pour la production locale à l'image des CPA dès les années 1960 et des UBPC. D'ailleurs, certaines de ces coopératives agricoles sont devenues indépendantes, ce qui leur permet une plus grande autonomie. Ce secteur y est si important car, selon l'AFD, 20% de la population active travaille dans le secteur agricole quand celui-ci ne génère que 4% du PIB tandis que 69% de terres sont la propriété de coopératives agricoles (contre 31% de l'État).

Vient ensuite le domaine de la culture dans l'optique de faire vivre le patrimoine local cubain grâce à des coopératives artisanales, ces projets pouvant générer des revenus locaux. Cela s'inscrit également dans la perspective d'un tourisme soutenable.

Les plans de développement économique se retrouvent également dans la construction ou rénovation de logements ainsi que dans les transports, l'alimentaire et les petits commerces dans le milieu urbain comme rural.

Par conséquent, l'ESS et le public collaborent grandement au travers de partenariats.

Continuation, évaluations et statistiques

L'État fait un effort pour intégrer les valeurs de l'ESS dans les formations des jeunes. En ce sens, nous pouvons souligner le développement de programmes d'études supérieures relatifs à l'ESS et de recherches portant sur le sujet et les manières de le développer. Il existe aussi des formations pour les entrepreneurs cherchant à se tourner vers l'ESS ou pour les communautés en difficulté. Ces formations permettent de multiplier le savoir sur le sujet mais aussi de le transmettre ainsi que les valeurs.

Enfin, il existe relativement peu de statistiques, recherches et évaluations sur l'impact de l'ESS sur l'île de Cuba. Cependant, celles qui existent émanent de plusieurs acteurs. Tout d'abord, au niveau de l'État. Il existe en effet quelques statistiques notamment sur le nombre de structures et de personnes employées dans le cadre de l'ESS par exemple. Elles sont notamment faites par la ONEI (*Oficina Nacional de Estadística e Información de la República de Cuba*). Aussi, la banque centrale de Cuba produit des statistiques économiques, entre autres, sur les différents acteurs de l'ESS. Ensuite, certains chercheurs produisent des travaux sur l'ESS à cuba et ici nous pouvons mentionner l'ouvrage "*La Economia Social y Solidaria en Cuba: fundamentos y prácticas para el desarrollo socialista"* traitant du rôle de l'ESS dans les changements sur l'île. Certains programmes d'organisations internationales fournissent également des données. Nous pouvons notamment penser au Programme des Nations Unies pour le Développement qui réalise des évaluations d'impact sur des projets qu'il suit au sein de l'île par exemple.

Annexe 1 : https://fr.granma.cu/cuba/2018-12-14/principes-fondateurs-de-lalba-tcp

Article du 14/12/2018, du Granma, journal officiel du parti communiste cubain, sur les principes fondateurs de l'ALBA, énoncés lors de son 5e sommet. Il met en avant les principes sur lesquels sont basés l'ESS cubain.

ÉDITION IMPRIMÉE

ESPAÑOL | ENGLISH | DEUTSCH | PORTUGUÊS | ITALIANO

Granma

LA HABANA, 16 DéCEMBRE 2024

ORGANE OFFICIEL DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CUBAIN

HEURE DE CUBA 15:10:58

Principes fondateurs de l'ALBA-TCP

Le principe cardinal qui doit guider l'ALBA est la solidarité la plus large entre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, soutenue par les pensées de Bolivar, Marti, Sucre, O'Higgins, San Martin, Hidalgo, Pétion, Morazan, Sandino, et tant d'autres hommes illustres, sans nationalismes égoïstes qui nient l'objectif de construire une Grande patrie en Amérique latine, comme l'ont rêvé les héros de notre lutte émancipatrice.

Auteur: Redacción Digital I internet@granma.cu
14 décembre 2018 13:12:42

Le principe cardinal qui doit guider l'ALBA est la solidarité la plus large entre les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, soutenue par les pensées de Bolivar, Marti, Sucre, O'Higgins, San Martin, Hidalgo, Pétion, Morazan, Sandino, et tant d'autres hommes illustres, sans nationalismes égoïstes qui nient l'objectif de construire une Grande patrie en Amérique latine, comme l'ont rêvé les héros de notre lutte émancipatrice.

Déclaration du 5e Sommet de l'ALBA

Pour atteindre ses objectifs, l'ALBA est guidée par les principes et les bases essentielles suivantes:

1- L'intégration néolibérale donne la priorité à la libéralisation du commerce et des investissements.

2.- L'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique latine (ALBA) est une proposition qui centre son attention sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion social.

3.- Dans la proposition de l'ALBA une importance cruciale est accordée aux droits humains, du travail et de la femme, à la défense du milieu ambiant et à l'intégration physique.

4.- Au sein de l'ALBA, la lutte contre les politiques protectionnistes et les subventions ruineuses des pays industrialisés ne peut nier le droit des pays pauvres de protéger leurs paysans et leurs producteurs agricoles

5.- Pour les pays pauvres où l'activité agricole est fondamentale, les conditions de vie de millions de paysans et d'indigènes se verraient affectés irréversiblement si survenait une inondation de biens agricoles importés, même dans les cas où il n'existerait pas de subvention.

6.- La production agricole est beaucoup plus qu'une marchandise. C'est la base pour préserver les options culturelles, c'est une forme d'occupation du territoire, un type de relations, défini en relation avec la nature, qui a à voir directement avec la sécurité et l'autosuffisance alimentaire. Dans ces pays l'agriculture est plutôt un mode de vie et ne peut être traitée comme n'importe quelle autre activité économique.

7.- L'ALBA doit attaquer les obstacles à l'intégration à leur racine, à savoir :

7.- L'ALBA doit attaquer les obstacles à l'intégration à leur racine, à savoir :

a) La pauvreté de la majeure partie de la population.

b) Les profondes inégalités et asymétries entre pays.

c) L'échange inégal et les conditions inéquitables des relations internationales

d) Le poids d'une dette irremboursable.

e) L'imposition des politiques d'ajustement structurel du FMI et de la banque mondiale et les règles rigides de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui sapent les bases du soutien social et politique.

f) Les obstacles pour avoir accès à l'information, la connaissance et la technologie qui dérivent des accords actuels de propriété intellectuelle.

g) Prêter attention aux problèmes qui affectent la consolidation d'une véritable démocratie, tels que la monopolisation des moyens de communication sociale.

8).- Affronter la réforme de l'État qui apporte uniquement des réformes brutales de dérégulation, privatisation et de démolition des capacités de gestion publique.

9).- Comme une réponse à la dissolution brutale subie durant plus de dix ans d'hégémonie néolibérale, il s'impose aujourd'hui un renforcement de l'État comme base à la participation du citoyen dans les affaires publiques.

10).- Il faut s'interroger sur l'apologie du libre commerce en soi, comme si seul celui ci suffisait pour garantir automatiquement les avancées jusqu'à des grands niveaux de croissance et de bien être collectif.

11).- Sans une intervention claire de l'État destinée à réduire les disparités entre pays, la libre concurrente entre les inégalités ne peut conduire qu'au renforcement des plus forts au détriment des plus faibles

12).- Approfondir l'intégration latino-américaine requiert un agenda économique défini par les États souverains, en dehors de toute influence néfaste des organismes internationaux.

(Tiré de Déclaration commune, 1er Sommet de l'ALBA)

SHARE »

CUBA

En essai clinique, un incubateur néonatal redessiné à Cuba

Il s'agit d'un projet qui assure la souveraineté technologique, étant donné qu'en cas d'obsolescence, de rupture ou autre problème, des solutions rapides peuvent être apportées, puisqu'il s'agit d'une interface mise au point dans le pays

CUBA

Cuba introduit un nouveau système de visa électronique pour le tourisme

Face aux difficultés auxquelles le pays est confronté, nous continuons à miser le développement du tourisme au profit de notre population.

Annexe 2 :

Le travail de Jacques Marzin se penche sur les enseignements et les enjeux du coopérativisme agricole à Cuba, dans un cadre marqué par des crises économiques et une mondialisation en évolution. Il étudie la manière dont les modèles agricoles coopératifs de Cuba s'intègrent à une démarche de durabilité, d'indépendance alimentaire et de résilience face aux contraintes structurelles et géopolitiques.

LES LEÇONS ET ENJEUX DU COOPÉRATIVISME AGRAIRE À CUBA

Jacques MARZIN
UMR ART-Dév
Centre International de Recherche
Agronomique pour le Développement
Montpellier
jacques.marzin@cirad.fr

Prochainement, le mouvement coopératif agricole à Cuba s'ouvrira à de nouvelles fonctions de service, d'approvisionnement, de commercialisation. Il ne concerne cependant jusqu'à présent que la production. De multiples formes coopératives y diffèrent par le niveau et les types de mises en commun des moyens de production. L'expérience de 50 ans de ces coopératives de production (et donc leur évolution sur plusieurs générations) est précieuse dans une activité comme l'agriculture où les investissements nécessitent des temps d'amortissement longs et posent des problèmes de transmission intergénérationnelle particuliers. Cette expérience peut-elle éclairer les innovations dans le secteur coopératif des CUMA en France (notamment CUMA intégrales) qui permettent de normaliser les conditions de travail des agriculteurs (temps de loisirs, insertion dans les dynamiques sociales hors agriculture ...) en collectivisant le travail ?

Mots clés : (arial 11)

CUBA ; COOPERATIVISME ; UBPC ; REFORME AGRAIRE ; CUMA.

Classification : JEL

Texte 1 : Ce document expose les réformes agraires à Cuba, en particulier le décret-loi 259 de 2008 suivi de son amendement en 2012. Ces textes visent à accroître la superficie des terres redistribuées aux particuliers et à promouvoir la pérennité des exploitations agricole

Tableau : Ce tableau compare les différentes formes de gestion et de propriété des terres agricoles à Cuba, en distinguant les fermes d'État, les coopératives (UBPC, CPA, CCS), et les producteurs indépendants selon le statut du sol et des moyens de production.

2.3 Les réformes récentes et en cours

2.3.1 Les attributions de terres

En juillet 2008, le décret-loi 259 défini les modalités d'un vaste processus de redistributions de terres de l'État, considérées comme improductives (non cultivées, « *ociosas* »). Elles concernent aussi bien des personnes physiques que des personnes morales. Jusqu'aujourd'hui, le décret-loi limitait la surface des terres allouées à 40 ha. Le nouveau décret-loi N° 300, applicable le 9 décembre, augmente cette limite à 67 ha. Cette évolution de la taille des terres mises à disposition suppose soit le développement du salariat agricole, soit celui de la mécanisation, une famille ne pouvant mettre en valeur manuellement ou avec de la traction animale presque 70 hectares. Les attributions concernent essentiellement des terres dans les zones urbaines, ou en proche périphérie.

Les nouveaux attributaires peuvent soit rester indépendants, soit intégrer ou constituer des CCS. Avec le nouveau décret-loi N° 300, ils devront intégrer obligatoirement une structure coopérative, mais ils pourront choisir entre les différentes formes existantes (CCS, mais aussi CPA ou UBPC), et définir leur forme de participation dans les CPA ou UBPC (travail individuel ou collectif). Ce qui changera la nature de ces coopératives, car elles intégreront des personnes ayant et des trajectoires personnelles des droits fonciers différents. Une nouveauté importante est l'autorisation donnée aux usufruitiers de construire une maison et des bâtiments agricoles sur le terrain octroyé. Ces constructions sont transmissibles aux héritiers, pour peu qu'ils continuent à y vivre y travailler. Cette mesure pourra peut-être faciliter la stabilité des nouveaux agriculteurs (Linton Page, 2010).

Annexe 3 : https://derechossocialescuba.com/wp-content/uploads/2023/09/ODS6_ES.pdf

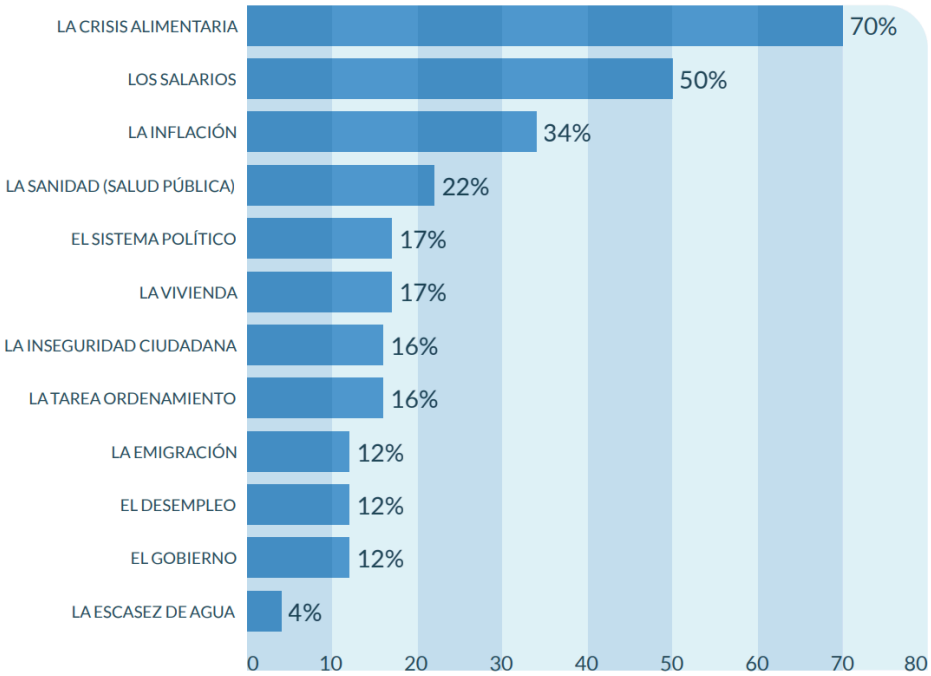
Ce graphique issu du rapport sur les droits sociaux à Cuba 2023 de l'observatoire du même nom illustre les principaux problèmes sociaux auxquels la population cubaine est confrontée. Ces données soulignent les défis structurels de Cuba dans un contexte de réforme économique et de pression sociale.

1. PRINCIPALES PROBLEMAS SOCIALES QUE ENFRENTA CUBA

La preocupación por la alimentación sube 5 puntos respecto al anterior año, al situarse en el 70%, seguida de problemas como los salarios (50%) y la inflación (34%).

PRINCIPALES PROBLEMAS SOCIALES

(selección múltiple, un máximo de 3 respuestas, primeros 12 más citados)



La preocupación por la salud pública vuelve a escalar; aumenta por el desempleo y ***la vivienda*** (más la segunda, ***con un incremento de casi seis puntos porcentuales***), mientras que desciende notablemente la referencia a la emigración (bajando casi cinco puntos), y la inseguridad ciudadana se sitúa en niveles similares a los registrados un año atrás.

Los hombres tienden a mencionar significativamente más que las mujeres el problema del desempleo (16% y 9%). Las menciones en los cinco principales problemas tienen algunas diferencias respecto a los rangos de edad, pero son pequeñas casi siempre. Por ejemplo, las personas con edades entre 31 y 45 aluden más a los salarios, los mayores de 70 se refieren menos a la inflación, y los jóvenes son quienes más aluden a los problemas del sistema político.

Bibliographie :

Agence Française de Développement (AFD). (n.d.). L'AFD et Cuba : favoriser une croissance verte et solidaire.

Disponible à : https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/cuba?utm_source=chatgpt.com

Betancourt, R. (2017). Social and Solidarity Economy in Cuba. Disponible à : https://www.researchgate.net/publication/334807295_Social_and_Solidarity_Economy_in_Cuba

Gaceta Oficial de la República de Cuba No. 14 Extraordinaria el Decreto Presidencial No. 198 con el Programa Nacional para el adelanto de las Mujeres (PAM). (2021).

Disponible à : https://www.gacetaoficial.gob.cu/sites/default/files/goc-2021-ex14_0.pdf

Habel, J. (2003). Cuba : Les défis du nouveau « modèle ». Revue Tiers Monde, 173(1), 127–148. https://doi.org/10.3917/rtm.173.0127

Hanon, I. (2015). Agriculture urbaine et autogestion à Cuba. Revue internationale de l'économie sociale, 337, 84–99. https://doi.org/10.7202/1032525ar

Journal Cubain Ahora. (2020, 28 février). Un plan pour encourager le développement économique et social jusqu'en 2030. Disponible à : http://www.ahora.cu/fr/cuba/9126-cuba-un-plan-pour-encourager-le-developpement-economique-et-social-jusqu-en-2030

Marzin, J. (2012). Les leçons et enjeux du coopérativisme agraire à Cuba. In Colloque International : Diversité et durabilité des modèles agricoles coopératifs dans un contexte de crises de la mondialisation (pp. 1–11). Paris, France : SFER, Coop-de-France, INRA, ESSEC Business School et Bordeaux Sciences Agro.

Disponible à : https://cubacoop.org/Grace-aux-cooperatives-agricoles-Cuba-ouvre-davantage-les-portes-aux?utm_source=chatgpt.com

Marín Álvarez, O. (2024, 22 janvier). Les objectifs de développement durable à Cuba définis. Periodismo de Barrio, Global Voices.

Disponible à : https://fr.globalvoices.org/2024/03/12/285814/

Nadeau, C. (2005). Étude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005). Observatoire des Amériques. Disponible à : https://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03.pdf

Observatorio de Derechos Sociales en Cuba. (2023). Informe sobre los derechos sociales en Cuba : Objetivo de Desarrollo Sostenible 6.

Disponible à : https://derechossocialescuba.com/wp-content/uploads/2023/09/ODS6_ES.pdf

Radio Havane Cuba. (2021, 10 février). Cuba confirme son engagement envers l'Agenda 2030 malgré le blocus.

Disponible à : https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/247241-cuba-confirme-son-engagement-envers-lagenda-2030-malgre-le-blocus

RIPESS. (n.d.). *Amérique latine et Caraïbes : RIPESS LAC*. Disponible à : https://www.ripess.org/amerique-latine-et-caraibes-ripess-lac/

Voluntary National Review on the Implementation of the Sustainable Development Goals in Cuba. (2021). United Nations. Disponible à : https://digitallibrary.un.org/record/4002691?v=pdf